

PLANETE



Manifestation FSU - CGT - UNSA - CGC - SOLIDAIRES

[Planète](#) [\Institution](#) [\Etats](#)



ENTREPRISES

Mal-être au ministère de l'Environnement

Le malaise monte au sein du ministère de l'Ecologie. Entre manque de reconnaissance, faiblesse des salaires, mobilité forcée et suppression de postes, les agents de l'environnement multiplient les alertes pour faire part de leur mal-être. Sans être très entendus de leur ministère.

Mardi 22 mars, alors que l'on célébrait la journée mondiale de l'eau, celle de la Seine a pris un moment une coloration vert fluorescente étrange, entre le pont Saint Michel et le pont neuf. Une teinte due à un colorant non toxique utilisé pour dépister les pollutions aquatiques et déversé par des agents de l'environnement en colère contre leur ministère. Ils étaient ainsi plusieurs centaines – plus d'un millier, selon les syndicats*, sur les quelque 2 300 agents que compte leurs organismes-, venus de toute la France, à manifester place Saint-Michel, pour demander une meilleure reconnaissance de leur statut et de leur salaire.

Un manque de reconnaissance

Ils sont agents techniques ou techniciens au sein de 3 établissements publics : l'ONEMA (Office national de l'eau et des milieux aquatiques), l'ONCFS (Office national de la Chasse et de la faune sauvage), les parcs nationaux et l'AAMP (agence des aires marines protégées), de catégorie C ou B, ont souvent en poche un BAC +2 quand on leur demande des collèges ou BAC +5 quand on leur demande le BAC, et peuvent encadrer jusqu'à 15/20 personnes. « *Nous travaillons jusqu'à 10 jours consécutifs, les week-ends, la nuit, exerçons des missions de police... pour guère plus que le SMIC, complété avec des primes qui peuvent aller jusqu'à 65% de notre salaire et qui ne sont donc pas comptabilisées en cas de maladie ou pour la retraite* », détaille Ludovic Perrin, technicien de l'ONCFS en Haute Saône. A ses côtés, Laurent Wattelet, responsable Unsa Ecologie de la région Est, dénonce « *le décalage entre le battage politique et médiatique du Grenelle et le manque de reconnaissance des agents, qui sont les parents pauvres de ces politiques publiques* ». Depuis début 2010, l'intersyndicale se bat ainsi pour une « *revalorisation des grilles indiciaires qui collent à leur mission* » et « *une requalification de leurs emplois, c'est à dire que les agents techniques soient reconnus techniciens et les techniciens, ingénieurs* », ce dernier échelon, de catégorie A, n'existant pas dans leur corps créé en 2001.

« *Nos métiers ont beaucoup changé, ils demandent énormément de technique, de disponibilité, de capacité de management. Nos interlocuteurs sont des préfets, des procureurs. Et nous avons beaucoup de pression par exemple dans le cas de la directive-cadre européenne sur l'Eau pour laquelle la France a longtemps été sous le coup d'une amende...Malgré cela nous sommes en sous effectif* », relate Olivier Leroy, agent de l'ONEMA depuis 1997 et qui dirige une équipe de 2 personnes quand il lui en faudrait 6. Seulement, malgré les actions entreprises - boycott des remontées administratives de leurs actions à leur direction, remise de leur plaque de police et de leurs armes, rencontres avec les préfets de région, manifestation et discussions de plusieurs mois avec le ministère, etc- « *les propositions ne sont toujours pas à la hauteur de nos revendications légitimes. On reste encore sur la promesse de réunions à venir* », regrettait Laurent Faure, responsable syndical FSU, à l'issue d'une rencontre organisée après la manifestation avec Pascal Berteaud, le directeur de cabinet adjoint de la ministre de l'Ecologie. « *Nous allons revoir la grille d'analyse des postes d'ici 15 jours et nous prévoyons de reclasser 15% des effectifs d'ici 2 à 3 ans. C'est vrai que, notamment avec le Grenelle, le contenu d'un certain nombre de postes – mais pas tous- a évolué mais jusqu'à cette année, ces organismes étaient aussi épargnés par le non remplacement d'1 fonctionnaire sur 2* », estime pour sa part Pascal Berteaud.

Des réorganisations incessantes et un plan RH qui déstabilise les agents

Mais la colère est bien plus générale que celle des agents qui manifestaient le 22 mars. L'an dernier déjà, le Snitpect-FO qui représente le corps des ingénieurs de travaux publics de l'Etat manifestait devant l'hôtel de Roquelaure, siège du ministère de l'Ecologie, pour dénoncer le mal-être des agents soumis à des réorganisations incessantes de leurs services notamment depuis la fusion, en 2008, entre le ministère de l'Equipement, et celui de l'Ecologie et la Révision générale des politiques publiques (RGPP) lancée en 2007. Des réorganisations qui « *correspondent aussi au changement de la société et à une évolution très importante du ministère* », estime Pascal Berteaud. Mais qui ne prennent pas suffisamment en compte les hommes impliqués dans ce changement, rétorque le syndicat. « *Nous sommes baladés de réformes en réformes, de réorganisations en réorganisations. Les agents ne comprennent plus à quoi ils servent, quelles sont leurs missions. Ils sont devenus une simple variable d'ajustement : d'abord on supprime les postes et après on adapte les missions !* », dénonce le secrétaire général du syndicat, Thierry Latger. Résultat : « *les agents sont désemparés, désabusés et démotivés. Il existe un vrai mal-être qui touche même désormais les cadres supérieurs* », juge-t-il. Mais pour le syndicaliste, la direction fait la sourde oreille : « *il a fallu près de 6 mois pour que nous soyons reçus par Nathalie Kosciusko Morizet !* » A plusieurs reprises et encore en février, le syndicat a aussi alerté sur « *un taux de suicide inquiétant* » dans le ministère : 13 en 2008, 14 en 2009, 17 en 2010 et 2 en 2011. Sans que des mesures de préventions concrètes n'aient été mises en place, regrette Thierry Latger.

Malgré cela, alors que le ministère a déjà fait les frais du non remplacement d'un fonctionnaire sur 2, fin 2010, les syndicats ont eu connaissance d'une nouvelle vague de réduction et de redéploiement des effectifs. « *Le projet RH 2013 va déplacer à marche forcée plus de 10 500 agents sur les 64 000 que compte le ministère : ce n'est pas une réforme de l'Etat mais un simple plan comptable : au motif de la dématérialisation du permis de conduire on va par exemple supprimer l'équivalent de 700 postes* », dénonce Thierry Latger. Un document – que le ministère affirme être préliminaire et « *sorti de son contexte* »- du plan a ainsi été transmis au cabinet spécialisé en évaluation et en prévention des risques professionnels et de l'environnement Technologia. Si le cabinet n'a pas fait d'étude sur le terrain et précise ne pas avoir eu en main tous les documents nécessaires, il alerte tout de même sur la nécessité de mettre en place une « *concertation* » et une « *participation* » pour mettre en place le processus et éviter « *des effets délétères quant au rapport des salariés à leur métier, sur le bien être au travail ressenti* ». Avant de renvoyer aux grands principes de préventions tels que formulées par ... le ministère du Travail ! « *Les choses n'ont pas forcément été bien comprises, estime pour sa part Pascal Berteaud ; le plan RH 2013 est aussi une façon pour nous de tirer les leçons de ces mouvements sociaux. Beaucoup de réunions avec les syndicats sont encore prévues pour expliquer la stratégie et travailler sur les modalités.* » En tous les cas, pour Jean-Claude Delgenes, le directeur général du cabinet Technologia, « *si demain, le plan pose problème, le ministère ne pourra pas dire qu'il ne*

savait pas... »

* la manifestation a été organisée par l'intersyndicale Sne-Fsu, Cgt, Unsa Ecologie, Efa-Cgc et Solidaires des personnels de l'environnement ONEMA, ONCFS et Parcs nationaux.

Béatrice Héraud

Mis en ligne le : 25/03/2011

© 2009 Novethic - Tous droits réservés



INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

LIENS UTILES

[Le site du Sintpect-FO](#)

[Le site de l'UFE équipement CGT sur la mobilisation des agents ONEMA, ONCFS et parcs nationaux](#)